

Journal du Lot

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi.

10 fr. par AN

HORS DU DÉPARTEMENT : 12 francs par an.

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction et Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur.

L'Agence HAVAS, rue Notre-Dame-des-Victoires, n^o 34, et Place de la Bourse, n^o 8, est seule chargée, à Paris, de recevoir les annonces pour le Journal.

PUBLICITÉ

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent.
RÉCLAMES — 50 —

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout département est facultative dans le Journal du Lot.

LA FRANCE ET L'ÉTRANGER

Le président de la République a reçu d'un grand nombre de Conseils généraux des départements, des témoignages de sympathie et d'attachement particulièrement significatifs dans les circonstances actuelles. Tous l'engagent à persévérer énergiquement dans l'œuvre de défense républicaine dont il a assumé la responsabilité.

Certes, pour accomplir son devoir, tout son devoir, le président de la République n'avait pas besoin de ces encouragements ; ils ne lui seront pas moins précieux et le président du Conseil, en le faisant savoir à plusieurs des assemblées départementales, qui avaient adressé au premier magistrat de la République l'expression de ces patriotiques sentiments, a heureusement traduit la pensée du chef de l'Etat et de ses collaborateurs.

De tels témoignages de confiance dédomagent amplement le président de la République des outrages vraiment méprisables que lui prodiguent la réaction et ses chefs. Ne vient-on pas de lire encore une lettre de M. Paul Déroulède, dans laquelle ce chef d'une bande animée despires instincts, ose insulter le président, en l'accusant d'abaisser la France devant l'étranger ?

Rien n'est plus odieux qu'un tel reproche, car il n'en est pas de plus immérité.

En quoi M. Loubet a-t-il abaissé la France devant l'étranger ?

Malgré toute son imagination, M. Déroulède serait vraiment bien en peine de le dire, mais il continue ainsi la belle et patriotique campagne qu'il a entreprise, le jour même où le Congrès de Versailles élisait l'honorable M. Loubet, et cela lui suffit.

Si quelqu'un abaisse la France devant l'étranger, pourrait-on dire à M. Déroulède, — s'il y avait vraiment quelque utilité à lui répondre — ce quelqu'un c'est vous et vos amis, et rien que vous.

N'est-ce pas vous, en effet qui, pour tout ce peuple qui travaille et ne demande qu'à préparer le grand et pacifique triomphe de 1900, êtes une cause de désunion, de désordre, on pourrait dire d'anarchie ?

Tout bouleverser, tout désorganiser, n'est-ce pas là toute votre ambition, toute votre œuvre consciente ou inconsciente ?

Nous savons bien que dès longtemps les amis de M. Déroulède se sont appliqués à le faire passer pour une sorte de Tyrtée enflammé de patriotisme, n'ayant de ses actes qu'une vague conscience. C'est là une excuse commode, mais bien peu valable.

Fût-elle vraie, M. Déroulède ne serait pas moins dangereux.

Il n'est pas permis à un fou de troubler une maison, une ville et, a fortiori, tout un peuple.

Qu'on laisse faire M. Déroulède et les factieux qui le suivent ou le jettent en avant, il n'y aura plus d'armée, plus de magistrature, plus de Constitution, plus de

lois. L'émeute serait dans la rue. Que disons-nous, elle y a été déjà.

Il était temps de mettre un terme à tout ce désordre et le gouvernement, en s'efforçant d'y réussir, ne fait que son devoir. Il doit y être encouragé et aidé par tous ceux qui ont au cœur la bonne renommée du pays, son crédit, son avenir.

Les intérêts matériels et moraux de la France souffrent cruellement de la prolongation de ce trouble. Nos ennemis en profitent et, tous tant que nous sommes, nous en souffrons. Les Conseils généraux, en envoyant au président de la République, leurs patriotiques adresses ont nettement indiqué où est le remède et quel est le remède. Serrons-nous autour du drapeau républicain, autour de la loi, de la Constitution. Sachons les faire complètement et rigoureusement respecter.

En un mot, n'inclinons pas tout un peuple devant une poignée d'agitateurs et de factieux.

C. R.

Le Procès Dreyfus

L'audience de samedi a fourni prétexte à trois déclarations d'une haute importance.

Le général Deloye, d'abord.

Pressé de répondre à cette question de M^e Labori : « Le témoin accepte-t-il, devant le conseil de guerre, la responsabilité du raisonnement rigoureux et mathématique émis par le général Mercier sur le bordereau ? » l'honorable artilleur, qui n'est pas suspect de sympathie pour la défense, a catégoriquement répondu :

« — Des raisonnements mathématiques, alors que la culpabilité de Dreyfus peut en dépendre ? Jamais ! C'est au conseil de guerre à décider ! »

Cette déclaration d'un témoin requis par le ministère public a profondément remué l'assistance. On peut la rapprocher de ces nobles paroles de M. Charavay : « Je ne condamnerai jamais un homme sur une expertise en écritures ! »

Le général Gonse ensuite.

Il n'est pas heureux dans ses essais de défense personnelle, le pauvre général ! Il laisse chaque jour à la barre un lambeau de lui-même. C'est un lamentable émiettement.

Ecoutez ce fragment de dialogue :

M^e Labori. — Le général voudrait-il nous dire pourquoi le colonel Henry, son bras droit, a fait le faux dit « patriotique » ?

Le général Gonse (froideusement). — C'était pour ajouter une nouvelle preuve aux preuves accumulées contre Dreyfus ! C'était bien inutile, d'ailleurs, car il y a dans le dossier diplomatique une pièce où le nom de Dreyfus est écrit en toutes lettres !

Ainsi, le général Gonse amnistiait un faux en invoquant un autre faux !

Est-il nécessaire de faire suivre cet épisode significatif de la formule consacrée : « Mouvements sensationnels » ? Réservez-la pour la déposition de M. de Fonds-Lamothe.

Ce qu'est M. de Fonds-Lamothe, un autre va vous le dire. Pas plus que le commandant Ducros, ses croyances, son éducation ne le prédestinaient à porter témoignage en faveur de Dreyfus.

Le témoin a établi au moyen d'une circulaire du 17 mai 1894, que Dreyfus a signé un document officiel qui lui apprenait qu'il n'irait pas aux manœuvres.

La cause première de l'accusation était ainsi détruite.

La déposition de M. de Fonds-Lamothe sera aussi utile, peut-être même plus utile à Dreyfus que celles de Picquart et de Hartmann. Les confrontations des généraux défilant successivement à la barre, ne l'ont ni entamée ni démentie. Elles ont, au contraire, permis à cet ancien officier, rentré dans la vie civile, de donner des preuves éclatantes de sa bonne foi et de sa calme énergie.

La séance d'hier est représentée comme sensationnelle, en raison de l'audition d'un témoin nouveau et inconnu qui a fourni des renseignements étranges sur Dreyfus.

Chose non moins étrange, le commissaire du gouvernement interrogé sur son témoin par la défense, n'a pu fournir aucun renseignement sur sa moralité.

Les défenseurs doivent revenir aujourd'hui sur l'incident et il est probable que de la déposition de ce témoin, Cernuschi, il ne restera pas grand chose. Il convient donc d'attendre pour l'apprécier.

Nous avons eu aussi une série de demi-révélation. La plus intéressante, fut celle que firent le commandant Cuignet et le général Chamoin, venant le premier, déposer, le second confirmer qu'il existe au ministère de la guerre deux dossier ultra-secrets. Quel peut en être leur contenu ? J'ai idée, dit M. Sarraut de la *Dépêche*, que nous le saurons avant longtemps, comme nous avons appris par l'enquête de la Cour de cassation, la composition à peu près complète du premier, du plus vénérable, de celui que volontiers j'appellerai l'ancêtre de tous les dossiers secrets dont la vigueur est telle, grâce aux soins éclairés de Gonse, d'Henry, de Lauth, de Guénee et de Gribelin, qu'anémique et mal nourri, au point de renfermer à peine cinq ou six pièces à son début, il en compte aujourd'hui plus de trois cents et donne des rejets un peu de tous les côtés.

Cette audience nous a appris d'autres choses. Elle nous a montré la liberté qu'on prenait au bureau des renseignements avec les rapports qui n'étaient pas du goût d'Henry et de ses collaborateurs. La confrontation de M. Hennion avec MM. Cuignet et Junck est décisive à ce point de vue. Elle montre avec évidence qu'un document tracé à la machine à écrire et relatif au sieur Palmier s'est volatilisé au ministère de la guerre. Quel est l'auteur de ce tour de passe-passe ? Nous ne le saurons probablement jamais. N'empêche que la subtilisation est patente et que toute l'habileté du commandant Cuignet jointe à celle du capitaine Junk n'est pas arrivée à l'expliquer s'il y a des chances pour que la disparition de ce document reste mystérieuse. Serons-nous mieux informés en ce qui concerne le rapport Watine ? C'est probable.

Ici, en effet, nous nous trouvons en présence d'une affirmation précise du général Billot. Il a laissé, déclare-t-il, ce rapport au ministère et l'a même remis à M. Cavaignac. Qu'en a fait celui-ci ? Il faudra bien que nous le sachions.

L'ancien ministre du cabinet Méline a poursuivi en faisant la déclaration rapportée plus haut, un double but : D'abord se décharger d'une accusation que la presse faisait depuis plusieurs mois peser sur ses épaules ; en second lieu, jouer un tour de sa façon à son successeur du ministère. Quant à croire à un élan généreux de Billot, à une révolte de sa conscience, bref, à une transformation complète de son attitude dans le procès, c'est montrer que l'on connaît mal ce personnage dont l'apparente rondeur

cache une fourberie incontestée, depuis jour où ce ministre connaissant la communication secrète des pièces osa apporter cette fameuse autant que mensongère déclaration à la tribune de la Chambre : « Dreyfus a été légalement condamné. »

Autour du procès

L'opinion de M^e Demange

Le fils de M^e Demange a déclaré à un rédacteur du *Matin* que son père croit de la façon la plus sérieuse à l'acquiescement de Dreyfus.

Après le verdict

Le correspondant du *Figaro* à Rennes confirme les mesures extraordinaires qui seront prises le jour du verdict. Il ajoute que, conformément à la loi militaire, l'accusé se tiendra, pendant la délibération et la proclamation du verdict, dans la salle du lycée où il attend chaque jour l'ouverture de la séance. Reconnu innocent ou coupable, il y restera jusqu'à ce que le public soit sorti du lycée, dont les abords seront gardés militairement comme c'est l'usage. Il sera alors conduit à la prison où, s'il est déclaré innocent, auront lieu les formalités de la levée d'érou. Dans ce cas, le préfet invitera Dreyfus à quitter Rennes le plus tôt possible.

Cas de Révision

Le *Figaro* dit qu'en cas de condamnation, Dreyfus se pourvoira immédiatement en révision. Les défenseurs ont relevé déjà vingt-sept cas, dont le principal est que plusieurs témoins ont lu leur déposition, ce qui est absolument interdit.

Un Artiste !...

Hier matin, aux abords du lycée, un pick-pocket, demeuré jusqu'ici introuvable, a volé le porte-monnaie de M. Viguié, directeur de la Sûreté générale.

L'Incident Monod-Freycinet

Il vient de se produire, écrit le *Petit Bleu*, un incident qui appelle quelques réflexions. M. de Freycinet cause avec M. Gabriel Monod au buffet du Mans. Il est tout naturel que la conversation ait une allure un peu libre et que M. de Freycinet parle sans craindre que ses paroles soient sténographiées et publiées. Car il n'y aurait plus de relations possibles, si un mot, un geste ébauché sur le boulevard, dans un salon ou dans un buffet de chemin de fer, devaient être immédiatement notés et confiés à un journal. Il n'y aurait plus de conversation que sur un sujet banal, la pluie, le beau temps, l'ouverture de la chasse ou la villégiature.

Or, que fait M. Gabriel Monod ? Il saisit une ou deux phrases de M. de Freycinet dans une gare, et s'empresse de les faire publier.

Qu'arrive-t-il ? C'est que M. de Freycinet envoie un démenti. On ne peut guère lui en vouloir, quoi qu'il soit bien probable qu'il ait tenu ce propos. Ce qui, après tout, n'est pas un propos désobligeant.

Qu'aurait donc dit M. de Freycinet ? Qu'il désirait l'acquiescement dans l'intérêt de l'apaisement et probablement aussi de la justice ? Ce n'est pas une opinion nouvelle chez l'ancien ministre de la guerre. Nous n'avons pas l'intention de répéter des conversations privées. Mais, enfin, M. de Freycinet est un homme public, il a des amis, des parents ; il a eu plus d'une fois l'occasion d'exprimer son sentiment sur une affaire qui

